

L'«Ottawa Journal», après s'être défendu de prétendre exprimer les vues du Gouvernement, dit ce qui suit:

Le «Star» de Montréal demande à grands cris, comme c'est son habitude, que M. Borden offre deux dreadnoughts à l'Angleterre. Le «Herald», de Hamilton, veut que le Canada donne une contribution annuelle pour le soutien de la marine anglaise. Le «Journal» préfère la création d'une marine canadienne. Nous n'avons pas encore trouvé de raison de changer d'opinion.

La proposition du «Star» de donner deux dreadnoughts ne serait pas trop mauvaise, si elle n'empêchait pas, comme il est tout probable qu'elle empêchera—et en ne devrait proposer aucune mesure temporaire, toute intéressante et effective qu'elle pourrait être, qui pourrait empêcher l'adoption d'une mesure précise, ferme et permanente de coopération du Canada à la défense navale de l'empire. L'idée du «Herald» d'Hamilton est la pire de toutes.

Nous sera-t-il permis de demander si notre pays est si efféminé qu'il ne soit pas sage pour lui d'avoir sa propre marine? Ne valons-nous pas la république Argentine, le Chili, le Danemark, la Chine ou la Belgique? Que nous manque-t-il? Notre race est-elle inférieure à celle qui habite l'Australie ou la Nouvelle-Zélande? Nous avons construit les plus grands chemins de fer et les plus grands canaux du monde; en quarante ans, nous avons constitué une nation forte avec des provinces faibles et répandues sur la moitié d'un continent. Quelle infériorité mystérieuse nous empêche de construire des navires de guerre? L'extravagance, nous dit-on? Le gaspillage? Cela n'a pas de sens. Il n'y aura pas plus d'extravagance ni de gaspillage dans la construction des navires de guerre qu'il y en a eu dans nos autres grandes entreprises nationales, qui certainement ont très bien réussi.

Voilà ce que disait l'«Evening Journal», d'Ottawa, un journal conservateur respectable. Je demande aux honorables députés de la droite de réfléchir sur les arguments apportés par ce journal en faveur de la création d'une marine canadienne et contre une contribution à la marine impériale. Mais peut-être que l'honorable député d'Annapolis (M. Davidson) aimerait qu'on lui cite des autorités qu'il ne peut pas répudier. Je vais lui citer un article du «Herald» d'Halifax, son journal favori, le journal dans lequel il s'inspire, et je suis certain qu'il admettra que tout ce que dit le «Herald» d'Halifax est vérité d'évangile. Le 29 septembre 1909, ce journal disait:

Le clan des Petits-Canadiens voudrait nous faire croire que l'on voit avec déplaisir en Angleterre notre persistance à défendre notre autonomie.

C'est une erreur complète.

Les journaux unionistes et impérialistes, qui s'occupent réellement des affaires de l'empire reconnaissent non seulement notre droit absolu à régler nous-mêmes le problème de la défense du pays, mais ils disent aussi que

c'est absolument sage. On n'est pas mécontent parce que nous voulons avoir la direction de notre marine. Le mécontentement vient de notre tiédeur à organiser une marine de ce nom.

Nous avons deux problèmes à résoudre parce que nous avons deux océans.

(1) L'océan Atlantique est la route qui conduit à notre principal marché. Sur cet océan vit notre principale population maritime, on pourrait dire notre seule population maritime. A l'autre extrémité de l'océan Atlantique est l'Angleterre avec sa marine, et de ce côté ici est le Canada qui lui envoie un commerce sur lequel il n'a établi encore aucune protection locale. La situation est donc comme suit:

(a) Le sort de la guerre sera décidé par les gros cuirassés et dans les mers européennes. La Grande-Bretagne possède aujourd'hui la suprématie dans ces mers, et sur sa flotte reposera le gros du fardeau pendant quelque temps encore de la défense impériale.

(b) Mais on pourrait attaquer notre commerce sur l'Atlantique pendant que les cuirassés d'escadre se battront. Pour repousser ces attaques nous n'avons pas de marine. A mesure que le pays grandit nous devons avoir des navires pour mieux protéger les routes transatlantiques.

Le même article décrit comme suit la situation sur la côte du Pacifique:

Notre devoir sur la côte du Pacifique paraît donc être:

(a) Faire la police sur nos côtes afin d'en éloigner les navires de guerre des autres pays. Pour cela, il nous faut surtout des torpilleurs.

(b) Coopérer avec l'Australie, la Nouvelle-Zélande et les autorités impériales de façon à avoir une escadre dans l'océan Pacifique.

Le Canada s'est engagé à faire la police dans l'océan Pacifique en coopération avec l'Australie, et aujourd'hui le gouvernement australien se plaint que le Canada a manqué à sa parole, ce qui ne nous met pas dans une position très honorable. Mais si mon honorable ami doute encore qu'une marine canadienne a été la politique du parti conservateur depuis 1910 jusqu'à 1911, je lui citerai quelques extraits d'une circulaire électorale conservatrice répandue dans la ville d'Halifax pendant les élections. C'est la circulaire à laquelle le très honorable premier ministre doit son élection dans cette circonscription. Elle porte pour titre:

Construction de navires en fer à Halifax. Telle est la politique magnifique de M. R. L. Borden.

Il n'est pas question du tout de contribution; on ne prétend pas que le Canada est incapable de construire des navires de guerre, ni que ce serait un gaspillage d'argent ou de folie que de s'engager dans une entreprise de ce genre. Cette circulaire électorale disait:

Parlant devant une assemblée publique tenue à Halifax, dans la soirée du 14 octobre